

## Perpinyà: Bras de fer entre la Bressola et la Ville sur un projet de lycée catalan

L'Indépendant 15/10/2021

### Perpignan - Bras de fer entre la Bressola et la Ville sur un projet de lycée catalan



- 
- Le monastère Sainte-Claire est au cœur de la polémique. D.R. - D.R.



- 
- Eva Bertrana, directrice de la Bressola avec à sa droite, Joan-Sebastià Haydn, le président. Nicolas Parent - Nicolas Parent

### [Enseignement et formation](#), [Flash News](#), [Perpignan](#), [Patrimoine](#)

Publié le 15/10/2021 à 06:02

**Ce jeudi 14 octobre dans la matinée, la Bressola, groupe scolaire français-catalan a tenu une conférence de presse pour dénoncer une préemption "surprise" par la mairie de Perpignan d'un monastère qu'elle voulait acquérir pour y créer un collège et lycée. L'après-midi même, Louis Aliot**

**s'est défendu en accusant des "manœuvres politiciennes". L'édile assure aussi avoir manifesté son intention de rachat du site un mois après son élection.**

Coup d'arrêt net et brusque pour le projet d'ensemble scolaire collège et lycée de la Bressola sur le site du monastère Sainte-Claire à Perpignan. Ce réseau bilingue français-catalan est composé de sept établissements dans le département. Six écoles, dans les quartiers du Vernet et Saint-Gaudérique à Perpignan, mais aussi au Soler, Prades, Pézilla-de-la-Rivière, Saint-Estève, Nyls et un collège au Soler qui accueillent 1 050 élèves. Mais depuis plusieurs rentrées, la Bressola est contrainte de refuser une quarantaine d'inscriptions par an faute de places. L'urgence d'ouvrir un second collège, qui serait accolé à un inédit lycée, est évidente pour Eva Bertrana, directrice générale de la Bressola : *"Des municipalités comme Millas, Saleilles ou Saint-Cyprien nous sollicitent, mais nous ne pouvons pas ouvrir de nouveaux établissements car nous ne pourrions pas proposer aux élèves une suite que ce soit au collège ou au lycée"*.

La Bressola s'est alors mise en quête d'un lieu à acquérir. En mars 2021, la direction visite le monastère de Saint-Claire, dans le quartier du Vernet à Perpignan. Une succession de rencontres avec les différentes institutions, dont la mairie de Perpignan en première ligne, suit. *"En avril, Charles Pons, premier adjoint, nous assure que la ville n'a pas de projet pour ce lieu et que le conseil municipal nous laisse mains libres pour l'acquisition. Il nous explique aussi que le droit de préemption de la mairie ne sera pas exercé sur ce lieu"*.

### **"Une trahison incompréhensible"**

À la fin de ce même mois, le président de la Bressola Joan-Sebastià Haydn assure avoir été alerté par les services de l'urbanisme de probables contraintes techniques au nom d'un impossible changement de destination. *"On nous dit de nous rapprocher du préfet, ce que nous faisons en juin. Il nous assure que le projet est possible, mais que l'accord du maire et la signature d'un sous-seing privé faciliteraient l'étude de faisabilité"*, souligne le président de la Bressola.

Le 6 août, le sous-seing privé est signé. La Bressola a obtenu des engagements de soutien de la Région (400.000 €), du Département (400 000 €) et de la Generalitat de Catalunya (750 000 €). Avec un prêt de 1,2 million d'euros et un apport de fonds propres de 80 000 €, les frais de 2,78 millions d'euros devaient être couverts. Le calendrier des travaux est élaboré.

Mais le 30 septembre dernier, soit six jours avant la date limite pour déposer un droit de préemption, la Bressola est informée que la municipalité a exercé ce pouvoir. Le projet est arrêté. *"Une trahison incompréhensible"*, accusent la directrice et le président. La Bressola, par le biais de son avocat Guillem Nivet, a

déposé deux recours au tribunal administratif de Montpellier. L'un pour excès de pouvoir, l'autre est un référé de suspension qui pourrait être jugé d'ici un mois.

### **"Nous nous sommes intéressés au site dès juillet 2020"**

Il ne fallait pas se fier au "Com va ?" ironique que Louis Aliot prononce en se présentant à la presse qu'il a, à son tour, convoquée ce jeudi. Car le maire RN de Perpignan est très remonté par ce qu'il qualifie être *"une cabale politicienne menée par des agitateurs qui prennent en otage une école et des parents d'élèves. C'est de la politique politicienne que je remarque, entre autres, depuis qu'Annabelle Brunet est élue sur ce canton et qui est l'agent principal du catalanisme sur le territoire français des Pyrénées-Orientales"*.

Concrètement, Louis Aliot se défend d'avoir préempté le monastère Sainte-Claire au dernier moment. Le premier magistrat assure s'être intéressé au site dès qu'il s'est assis dans le fauteuil de maire. *"Nous sommes élus en juin 2020 et le 24 juillet 2020, je me suis rendu avec André Bonet sur les lieux. Nous avons informé la mère supérieure et les sœurs de notre intérêt pour racheter le site"*, assure l'édile. Une préemption dans l'unique but, selon le maire, de préserver le caractère historique et culturel de ce monastère.

Une question se pose alors : si la Ville a manifesté son envie de rachat dès juillet 2020, pourquoi deux adjoints ont, depuis, indiqué l'inverse à la Bressola ? *"Ce qui est inacceptable, répond Louis Aliot, c'est d'accuser la mairie d'entraver l'achat parce que c'est la Bressola. Je n'ai pas rencontré le président de l'établissement sur ce sujet. Il fallait rencontrer le maire"*. L'édile souligne ne pas être opposé au projet de la Bressola et jure même l'accompagner en ce sens. L'ancien Greta (quai Sébastien Vauban) et le site Percier (près du campus Via Domitia de l'UPVD) auraient été suggérés. *"Mais pas sur ce monastère, martèle encore Louis Aliot, où, en plus, le service urbanisme a assuré que le changement de destination était impossible car il se trouve en zone inondable"*.